« Plus aucun bidonville à Mayotte ! » exige le maire LR de Mamoudzou !

écrit par Jacques Martinez | 31 décembre 2024

Zoom - Ambdilwahedou Soumaila, maire LR de Mamoudzou (Mayotte) : Milices, mercenaires et terroristes aux Comores ?

Que les bidonvilles de Mayotte ne ressuscitent surtout pas de leurs cendres et débris dus au cyclone Chido qui les a quasiment tous détruits le 14 décembre !

Ce n’est pas nous qui le disons…

Bien que, dès le 18 décembre, sur RR (1), nous l’ayons souhaité en rappelant que si « des milliers de migrants

clandestins » avaient été « victimes de l'ouragan, les coupables » en sont les « bien pensants » -donc à gauche- des élites françaises ! » À savoir, entre autres LFI et la Ligue des Droits de l'Homme qui se sont opposés à la disparition de ces bidonvilles où des centaines, peut-être des milliers de clandestins, ont été tués dans l'indifférence des « sauveurs » de leur misère !

Cette fois, c'est une élite locale, une personnalité départementale et pas n'importe laquelle : tout simplement le maire de la 72e ville de France (45e avec son agglomération) comptant 71 000 habitants -soit plus d'un Mahorais sur 4 !- à savoir la commune qui n'est chef lieu de ce département que depuis le 23 août 2023, en remplacement de la ville de Dzaoudzi. Donc cette ville essentielle d'Outre-Mer est Mamoudzou dont le maire, élu des Républicains, Ambdilwahedou Soumaila,**(1)** vient d'accorder un entretien au Figaro qui en a fait son titre principal :

 « Mayotte : «La loi d'urgence doit inscrire l'interdiction des bidonvilles en tête de ses priorités», demande le maire de Mamoudzou »

Car, pour M. Soumaila, «il existe un lien entre l'immigration et les bidonvilles» ! Il exige donc « une action résolue de l'État. » D'autant que les problèmes urgents car essentiels à la vie de tous les jours puisqu'ils concernent l'eau et l'électricité, ne sont toujours pas résolus :

« *Presque 90% du territoire communal étant touché, cela exige de gros travaux de déblaiements. Les familles, submergées par les ordures ménagères, nous demandent d'intervenir, mais nous avons du mal à les ramasser. Ce sont des urgences vitales qui exigent un effort constant car (…) le risque de maladies augmente. D'ailleurs, certains malades dépendants de machines à oxygène n'ont pas d'électricité pour les faire fonctionner. (…) Je note aussi que la distribution des bouteilles d'eau progresse depuis vendredi, même si elle reste très insuffisante.* »

Et, faute de téléphones, il regrette de n'avoir pu entrer

en contact qu'avec trois des 17 autres maires de sa communauté urbaine !

Il pensait pouvoir dire à François Bayrou, le Premier Ministre, lors de sa venue à Mayotte, qu'il fallait agir vite :

« *Si nous ne prenons pas la mesure de ce qui s'est passé ici, nous irons droit dans le mur et nous raterons un rendez-vous historique pour la reconstruction de Mayotte. Le gouvernement doit s'engager pleinement. C'est ce que nous avons écrit dans une motion, votée lors du conseil municipal exceptionnel organisé dimanche dernier. Nous espérons ne plus jamais être confrontés à autant de morts et de blessés.* »

D'ailleurs, l'existence de bidonvilles est la raison de l'impossibilité de pouvoir chiffrer le nombre de victimes de Chido :

« *Sans bidonvilles, ces questions de chiffrages n'auraient pas été posées*, » estime le maire qui, d'ailleurs, tient à mettre en garde les responsables tout en haut de l'État :

« *Il serait politiquement irresponsable, voire assassin de promettre des résultats en reproduisant les mêmes erreurs. Personne ne peut ignorer que d'autres cyclones toucheront Mayotte et que le dérèglement climatique est enclenché*. »

Voilà pourquoi le maire demande que « désormais, les bidonvilles, dans lesquels vivent aussi des immigrés légaux, soient strictement interdits à Mamoudzou. *Personne n'accepterait que sa commune abrite le plus grand bidonville d'Europe, comme cela est notre cas aujourd'hui. De grandes opérations de décasages ont été organisées depuis des années, mais chacun sait que ces bidonvilles restent des cimetières à ciel*

ouvert. ***Attendue début janvier, la loi d'urgence doit inscrire l'interdiction de ces bidonvilles en tête de ses priorités, avant d'aborder la question de la reconstruction.*** »

Et comme nous l'avions estimé sur RR le 18 décembre : ceux qui, telle LFI ou la Ligue des Droits de l'Homme, s'opposent à la disparition de ces bidonvilles si fragiles et donc meurtriers dans les régions à cyclones, sont visés par le maire de Mamoudzou dans cette mise en garde :

- « *Il serait politiquement irresponsable, voire assassin de promettre des résultats en reproduisant les mêmes erreurs.* »

« *Personne ne peut ignorer que d'autres cyclones toucheront Mayotte et que le dérèglement climatique est enclenché.* »

Car, insiste le maire…

- …« *Les choses ne peuvent qu'empirer. Il est impossible de fermer les yeux sur ces réalités. Nous serons tous comptables des futures tragédies. On ne pourra pas nous reprocher de ne pas avoir lancé l'alerte. Désormais, chacun doit prendre ses responsabilités.* »
- « *On a déploré des morts liés à des éboulements ou à des incendies provoqués par des branchements sauvages sur les réseaux électriques…* »
- « *On a fermé les yeux sur certains de ces drames, mais il faut savoir que de nombreux lieux habités étaient inaccessibles aux secours et aux recherches de rescapés.* »

Raisons pour lesquelles, selon le maire, « il existe un lien entre l'immigration et les bidonvilles, que cette immigration soit d'ailleurs légale ou clandestine. »

- Et, pour lui, il n'y a aucun doute quant aux responsables de la polémique :
- « *Elle est animée par des gauchistes qui se posent en humanistes mais qui sont prêts à laisser mourir les gens dans ces bidonvilles ! Nous avons toujours mis l'index sur ces risques, mais si ceux qui alimentent ces polémiques depuis Paris sont aussi humanistes qu'ils le disent, je leur propose d'organiser l'accueil chez eux, à domicile. Il ne suffit pas de parler à la télé. Il faut agir.* »

Eh, oui, le maire de Mamoudzou a parfaitement raison : ceux qui sont favorables à l'immigration clandestine, doivent mettre leurs idées en application : pour quelle raison n'accueilleraient-ils pas des migrants chez eux, en leur propre domicile ?

Et à l'ultime question du Figaro : *« que dites-vous aux autorités françaises ? »*, **Ambdilwahedou Soumaila est optimiste quant à leur future décision** :

« Assumons la reconstruction de Mayotte avec courage et sans trembler ! »

Nous attendons avec impatience ce que le Premier Ministre annoncera, lui aussi « avec courage et sans trembler » aux Mahorais à son retour de son voyage à Mayotte…

Jacques MARTINEZ, journaliste, à RTL, de stagiaire à chef d'édition des informations de nuit (1967-2001), pigiste à l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN…

(1) Entretien du 6 mai 2024 de M. Soumailia sur les milices et le terrorisme dans les Comores : https://tvl.fr/zoom-ambdilwahedou-soumaila-maire-lr-de-mamoudzou-mayotte-milices-mercenaires-et-terroristes-aux-comores